

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2256>



De la privatisation de l'appareil d'État à la dissolution de l'État-Nation

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : mardi 28 mai 2024

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Depuis le traité de Lisbonne (2007) les Français assistent dans leur pays à la mort programmée du politique. En France l'appareil d'État échappe aux citoyens. Il leur a été soustrait, confisqué et privatisé de sorte qu'il ne fonctionne plus désormais au service du bien commun. Tout au contraire, n'ayant plus aucun souci de l'intérêt général, il continue d'agir au détriment de la paix civile, et de l'intérêt national.

Aujourd'hui cet appareil d'État privatisé se place délibérément, sur le plan économique, au service de puissances financières transnationales (Banque Rothschild, Blackrock, Vanguard etc.) et sur le plan politique, s'aligne et obéit servilement à des intérêts géopolitiques étrangers, essentiellement les intérêts de « l'hégémon anglo-saxon » et de ceux d'Israël.

Il n'hésite pas à confier le destin du pays à de coûteux cabinets de conseils américains comme Mac Kinsey, au passé frauduleux, trahissant ainsi l'intérêt national.

Pour l'immédiat le but avoué du programme est de parvenir à fusionner la France et les autres États de l'UE dans une seule et unique structure étatique, poursuivant par là le mécano globaliste déjà enclenché. Ce processus s'accompagne d'une stupéfiante inversion des valeurs d'inspiration orwellienne qui consiste à :

- ▶ En finir avec la pratique de la diplomatie remplacée par l'arrogance qu'accompagne une hystérie de sanctions et de provocations.
- ▶ En finir avec la recherche de la paix par la négociation remplacée, pour l'exemple de l'Ukraine, par une incitation à la guerre, une surenchère de livraison d'armements qu'accompagne une belligérance de moins en moins déguisée.
- ▶ En finir avec le Droit International et la Charte des Nations Unies remplacée par des règles arbitraires consacrant le droit du plus fort et acceptant la banalisation de l'horreur comme celle qui, depuis six mois, frappe aux yeux de tous la population civile et désarmée de Gaza menacée de génocide recevant la criminelle approbation tacite de l'Occident collectif.
- ▶ En finir avec le débat démocratique remplacé dans tous les sujets par un narratif officiel relayé par presse et médias aux ordres et propagandistes qu'accompagne un régime de censure et de criminalisation de toute opinion divergente.

[...] En finir avec le respect de la Constitution (elle-même pourtant déjà si peu démocratique) en violant délibérément nombre de ses articles ainsi que son esprit et en improvisant des structures totalement anticonstitutionnelles comme ce Conseil de Défense sorti du chapeau lors de l'épisode Corvidé.

Devant cette inquiétante déliquescence morale de l'Occident et sa perte du politique devant le constat alarmant de voir la quasi-totalité des états-membres de l'UE aujourd'hui aux mains de dirigeants « Young global leaders », soit les « satrapes » du Forum de Davos placés là grâce au financement et aux manœuvres de cette oligarchie globaliste, il est plus que temps de résister. Sans réaction forte et déterminée de la part des citoyens conscients de cette menace qui pèse sur leurs libertés et sur le destin de leur pays, il sera bientôt trop tard pour enrayer ce processus infernal.